

Service Installations classées de la DDPP
et Unité départementale de la DREAL

**Arrêté préfectoral de mise en demeure
n°DDPP-DREAL UD38-2026- 03-25**

du 19 MARS 2026

**à l'encontre de la société RHÔNE MODAL SHIFT VIENNE SUD SALAISE SABLONS
sur la commune de Salaise-sur-Sanne**

La préfète de l'Isère,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment le livre I^{er} titre VII (dispositions communes relatives aux contrôles et aux sanctions) et les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, R.171-1, L.511-1, L.514-5, R.512-39-1, R.512-39-4, R.181-46, L.181-14, R.122-2 et L.541-2 ;

Vu le code de justice administrative, notamment le livre IV (l'introduction de l'instance de premier ressort), titre II (les délais) et l'article R.421-1 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 modifié relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2010-09450 du 16 novembre 2010 réglementant les activités exercées par la CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE NORD ISÈRE, au sein de son établissement situé zone industrielle portuaire, 104 avenue du Port sur la commune de Salaise-sur-Sanne (38150) et l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°DDPP-DREAL UD38-2024-09-08 du 10 septembre 2024 ;

Considérant le donner acte du 7 août 2025 faisant suite au courrier du 4 juillet 2025 relatif au changement d'exploitant de la CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE NORD ISÈRE, au bénéfice de la société RHÔNE MODAL SHIFT VIENNE SUD SALAISE SABLONS ;

Considérant le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère, du 16 février 2026, réalisé à la suite de la visite effectuée le 22 janvier 2026 du site de la société RHÔNE MODAL SHIFT VIENNE SUD SALAISE SABLONS, situé sur la commune de Salaise-sur-Sanne ;

Considérant le courriel du 16 février 2026, avec accusé réception du 18 février 2026, de l'inspection des installations classées de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère, adressé à la société RHÔNE MODAL SHIFT VIENNE SUD SALAISE SABLONS, faisant office de consultation contradictoire préalable prévue aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement et l'informant de la proposition de mise en demeure concernant son site situé sur la commune de Salaise-sur-Sanne ;

Considérant les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 2 mars 2026 ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 22 janvier 2026 l'inspection des installations classées a constaté dans le périmètre (zone nord du port de Salaise-sur-Sanne) du site exploité par la société RHÔNE MODAL SHIFT VIENNE SUD SALAISE SABLONS, la présence d'un stock de plus de 7 000 tonnes de déchets non dangereux, non inertes, composés de mâchefers et destinés à être valorisés sur un chantier ferroviaire ;

Considérant que l'exploitant n'est pas autorisé à prendre en charge des déchets de mâchefers dans le périmètre de son établissement vu l'ensemble des décisions encadrant l'établissement ;

Considérant que la nomenclature des installations classées et notamment la rubrique n°2716 « Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 », soumet au régime de l'enregistrement les installations d'un volume de plus de 1 000 m³ ;

Considérant que l'activité de transit de mâchefers constitue une modification notable qui aurait dû être déclarée à la préfète avec tous ses éléments d'appréciations conformément à l'article R.181-46 du code de l'environnement et qu'elle aurait dû faire l'objet d'une demande d'examen au cas par cas compte tenu des seuils définis dans le tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

Considérant que le caractère approprié des déchets pour une valorisation dans le cadre d'un chantier ferroviaire, suivant les critères définis par l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 modifié susvisé, n'est pas démontré ;

Considérant que la gestion de ces déchets est contraire aux prescriptions du chapitre I^{er} du titre IV du code de l'environnement et notamment l'article L.541-2 qui dispose que tout producteur et détenteur de déchet s'assure que la personne à qui il remet des déchets est autorisée à les prendre en charge ;

Considérant qu'une gestion inappropriée des déchets de mâchefers est susceptible de présenter de graves dangers et inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment en raison du rejet dans le Rhône des eaux pluviales ruisselant sur le dépôt de mâchefers après un traitement dont l'efficacité n'est pas démontrée ;

Considérant que face à ces manquements, il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société RHÔNE MODAL SHIFT VIENNE SUD SALAISE SABLONS de respecter les dispositions des articles R.181-46 et R.122-2 du code de

l'environnement, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu, comme le permet l'article L.181-14, d'adresser à l'exploitant des prescriptions complémentaires pour prévenir les dangers et les inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations de l'Isère et du chef de l'unité départementale de l'Isère de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes,

Arrête

Article 1 : Régularisation de la situation administrative

La société RHÔNE MODAL SHIFT VIENNE SUD SALAISE SABLONS (SIREN n°944 968 205), dont le siège social est implanté 256 avenue du Port – 38150 Salaise-sur-Sanne, exploitant une installation de stockage de charbon, de stockage de plaquettes et de grumes de bois, de stockage de déchets de pneumatiques et de criblage de charbon sise zone industrielle portuaire, 104 avenue du Port sur la commune de Salaise-sur-Sanne (38150) est mise en demeure, à compter de la date de notification du présent arrêté, de respecter, sous 4 mois, les dispositions des articles R.181-46 et R.122-2 du code de l'environnement en déclarant, avec tous les éléments d'appréciation, l'ensemble des modifications notables réalisées et non portées à la connaissance de la préfète.

Article 2 : Gestion des mâchefers

L'exploitant est tenu de :

- respecter à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 modifié susvisé,
- fournir des éléments justificatifs sur l'adéquation des déchets entreposés dans son installation avec l'opération de valorisation projetée, par rapport à l'ensemble des critères définis par l'article 12 de l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 modifié susvisé,
- fournir des éléments sur la caractérisation des lots de mâchefers réceptionnés et notamment en termes de résultats d'analyse par rapport aux valeurs limites définies dans l'annexe de l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 modifié susvisé, conformément aux articles 7 (résultats d'analyse) et 8 (procédure d'échantillonnage),
- fournir des éléments sur la traçabilité des mâchefers, suivant les exigences de l'article 11 de l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 modifié susvisé.

Le délai associé à la fourniture de ces éléments d'information est de deux mois.

En tout état de cause, dans l'attente de la fourniture de ces éléments :

- tout nouvel apport de mâchefers sur le site est interdit,
- toute valorisation des mâchefers stockés sur site est interdite,
- l'élimination des mâchefers en place ne peut se faire que dans une filière autorisée dont l'exploitant peut justifier.

Article 3 : Mesure complémentaire : analyse des eaux pluviales potentiellement polluées

L'exploitant réalisera une analyse des effluents rejetés au point de rejet situé en aval du bassin de décantation (point de rejet n°2 d'après l'article 4.3.5 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2010-09450 du 16 novembre 2010 susvisé).

L'analyse sera réalisée par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement et consistera en une mesure des concentrations des différents polluants mentionnés dans les tableaux 1 et 2 de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 modifié susvisé :

1 - Matières en suspension totales (MEST), demandes chimique en oxygène (DCO)	
Matières en suspension totales (code SANDRE : 1305)	
flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j	100 mg/l
flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j	35 mg/l
DCO (sur effluent non décanté) (code SANDRE : 1314)	
flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j	300 mg/l
flux journalier maximal supérieur à 50 kg/j	125 mg/l

2 - Substances spécifiques du secteur d'activité (uniquement dans le cas où l'information préalable mentionne le risque de leur présence)			
	N° CAS	Code SANDRE	
Arsenic et ses composés (en As)	7440-38-2	1369	25 µg/l si le rejet dépasse 0,5g/j
Cadmium et ses composés	7440-43-9	1388	25 µg/l
Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	7440-47-3	1389	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j (dont Cr6+ : 50µg/l)
Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	0,150mg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Mercure et ses composés (en Hg)	7439-97-6	1387	25 µg/l
Nickel et ses composés	7440-02-0	1386	0,2 mg/l si le rejet dépasse 5g/j
Plomb et ses composés (en Pb)	7439-92-1	1382	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5g/j
Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	0,8mg/l si le rejet dépasse 20 g/j
Fluor et composés (en F) (dont fluorures)	-	-	15 mg/l
Indice phénols	108-95-2	1440	0,3 mg/l
Cyanures libres	57-12-5	1084	0,1 mg/l
Hydrocarbures totaux	-	7009	10 mg/l
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)		1117	25 µg/l (somme des 5 composés visés)
Benzo(a)pyrène	50-32-8	1115	
Somme Benzo(b)fluoranthène + Benzo(k)fluoranthène	205-99-2 / 207-08-9	-	
Somme Benzo(g, h,i)perylène + Indeno(1,2,3-cd)pyrène	191-24-2 / 193-39-5	-	
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	-	1106	1 mg/l

La mesure est réalisée à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et proportionnel au débit, par temps de pluie, afin qu'il soit représentatif des rejets de l'installation.

Les contrôles se font, sauf stipulation contraire de la norme appliquée (si une norme est appliquée), sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents. Un rapport restituant les résultats d'analyse et concluant au respect des valeurs limites d'émissions mentionnées ci-dessus sera rendu à l'inspection **dans un délai d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Article 4 : En cas de non-respect de cette mise en demeure dans les délais prévus, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, les sanctions administratives prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 5 : Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Isère (www.isere.gouv.fr) pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6 : En application de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Grenoble dans le délai imparti par l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de 2 mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Cette décision peut par ailleurs faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

La saisine du tribunal administratif est possible par la voie de l'application "Télérecours citoyens" sur le site www.telerecours.fr.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Isère, le sous-préfet de Vienne et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société RHÔNE MODAL SHIFT VIENNE SUD SALAISE SABLONS et dont copie sera adressée au maire de Salaise-sur-Sanne.

La préfète



Pour la Préfète, par délégation,
le Secrétaire Général

Mahamadou DIARRA

19 MARS 2026